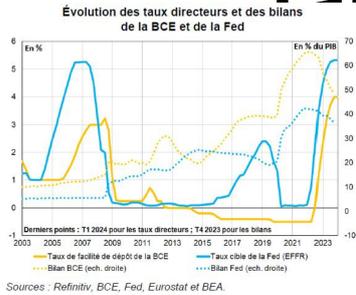


<http://pierre-alainmillet.fr/la-dette-n-est-pas-l-addition-des-deficits-Elle-depend-de>



Conseil de métropole du 27 janvier 2025

la dette n'est pas l'addition des déficits ! Elle dépend de la croissance, de l'inflation, des taux d'intérêts



Conseil de métropole du Grand Lyon -
Date de mise en ligne : lundi 27 janvier 2025

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Tout d'abord, monsieur le vice-président, chers collègues, une remarque sur le contexte géopolitique mondial évoqué dans l'introduction. Nous serions face à nos ennemis, Russie et Chine, désolés de ne pouvoir compter sur nos amis, USA. Cette lecture est datée et inadaptée ! L'investissement de Trump, Zemmour à ses côtés, ouvre les yeux sur une véritable internationale brune. Nous n'avons plus rien à attendre de l'occident global comme disent les pays du sud. Retrouvons les sources de la souveraineté gaulliste, premier à ouvrir les relations avec la Chine socialiste, à chercher une voie équilibrée entre atlantique et eurasiatique, tout comme d'ailleurs, entre monde arabe et Israël. Ce n'est pas la Chine qui a mis en prison un patron français pour peser sur des négociations industrielles et faire racheter Alstom par General Electric, ce sont les USA. Et ce n'était pas Trump, mais Obama !

Mais revenons au cœur du DOB. Pour notre part, nous refusons le discours de la dette. Depuis des années, on nous menace de cette terrible dette qui écraserait les services publics et rendrait obligatoire la plus grande austérité. Mais plus on conforte les politiques dites libérales supposées réduire les déficits, plus la dette augmente, et plus on en rajoute dans les objectifs de réduction de dépenses publiques. Et cela conduit au discours de l'extrême-droite, le seul problème, c'est l'état.

Marx disait qu'aucun état bourgeois ne pouvait résoudre le problème de la dette car ce sont les bourgeois qui sont les bénéficiaires de la dette ! Car la dette n'est pas l'addition des déficits annuels ! Il faut tenir compte de l'inflation, de la croissance, et des taux d'intérêts pour connaître la charge de la dette. Tous ceux qui ne nous parlent que des déficits nous mentent.

L'année de ma naissance, le déficit de la France est de 650 milliards d'anciens francs, il conduit le général de Gaulle à prendre deux décisions qui sembleraient saugrenues aujourd'hui, la dévaluation et l'augmentation de la fiscalité des entreprises. Résultat quand il part du pouvoir la dette de la France n'est que de 13,5% de son PIB.

Si le déficit est inférieur à la somme de l'inflation et de la croissance, tenant compte des taux d'intérêts, alors la dette se réduit. C'est ce que savaient bien les familles qui s'endettaient dans les années 70 avec une inflation qui faisait disparaître leur mensualité en quelques années. Mais qui ne veut pas d'inflation ? Bien sûr les propriétaires qui veulent voir leur actif se valoriser sans effort. Le discours de la dette, c'est le discours de la rente contre le salaire, des propriétaires contre le travail.

Les travailleurs sont les premiers à savoir qu'on ne peut distribuer que ce qu'on a produit, et notre critique de la dette comme outil politique n'est pas une apologie du quoi qu'il en coûte, au contraire. Mais pour retrouver une croissance permettant de répondre aux besoins sociaux, il faut accepter un niveau d'inflation faisant baisser la valeur de la dette, il faut sortir d'une politique de monnaie forte qui ne peut être qu'une politique de concurrence de la puissance des dettes, où les USA sont imbattables, et il faut orienter les dépenses non vers le financement des actionnaires dont aucun ruissellement ne peut être espérer, mais vers le financement du travail, des compétences, des investissements productifs, bref, de l'emploi.

Nous savons bien qu'aucun de ces éléments ne relève d'abord d'une compétence métropolitaine, que nous n'avons qu'une très faible maîtrise de nos recettes, et que nos dépenses de soutien à l'économie sont déjà fortement orientées vers l'économie productive, l'emploi, le développement local.

Cela dit, les communistes tiennent à éclairer ce contexte d'un budget difficile en dénonçant un gouvernement qui n'a

cessé de creuser sa dette, mais qui continue à demander plus d'efforts aux collectivités et à la sécu qu'à sa propre politique budgétaire, tout en refusant de discuter de l'efficacité de sa dépense !

Il y a pour les majorités du centre et de droite des sujets intouchables, les cadeaux aux actionnaires, le financement des guerres, la baisse des impôts des plus riches. Et ce sont les mêmes qui répètent, il y a trop de fonctionnaires et trop de dépenses sociales. Le débat devient de plus en plus clair et chacun doit réaliser qu'il faut sur ces sujets soit accompagner la dérive libérale jusqu'à Trump/Zemmour, donc la fascisation, soit remettre en cause une politique inégale et injuste et réorienter l'effort public vers les collectivités, les services publics, les salaires, l'investissement.

L'exemple le plus frappant est celui du financement des services d'incendie et de secours. Les drames en Espagne ou en Californie soulignent l'ampleur des moyens nécessaires en temps de crise et l'aberration des politiques de rigueur appliquées aux pompiers comme en Californie. Les syndicats du SDMIS font remarquer avec raison que les efforts bien réels de la métropole depuis 2020 restent en dessous de l'inflation, et notamment pour les coûts des carburants. Ils évoquent une sous-dotation historique depuis la départementalisation il y a 20 ans. La métropole a demandé une mission d'appui pour objectiver la situation et les besoins, le Baubeau de la sécurité est relancé par le gouvernement ce printemps et devrait prendre des décisions d'ici l'été. Les conditions sont donc créées pour aller vers une démarche pluriannuelle de rattrapage permettant d'organiser le service d'incendie et de secours à la hauteur des enjeux des risques environnementaux, industriels, climatiques et sociaux. Car nous savons bien qu'il n'existe pas de catastrophe naturelle, mais des catastrophes sociales dont les déclencheurs peuvent être naturels mais qui expriment d'abord les failles et les faiblesses d'une organisation sociale, ce que montre le drame de Mayotte qui est d'abord le drame du néocolonialisme aux Comores.

Il faut trouver une solution immédiate pour 2025, et notamment confirmer le 1,5M€ évoqués. Le mouvement social des pompiers est une alerte utile et légitime pour pousser tous les décideurs publics à créer les conditions pérennes d'un renouvellement du contrat social sur les enjeux d'incendie et de secours. Nous serons attentifs à défendre le service public contre tous ceux qui voudraient profiter de la crise pour en redéfinir certaines missions au profit du privé.

Reste aussi que ce budget 2025 va être difficile, il va falloir si vous m'autoriser cette formule populaire « serrer les fesses et serrer les coudes », faire attention à chaque dépense, voir ce qui peut être ralenti, adapté, mutualisé sans rien casser des missions et de nos priorités. C'est l'esprit de ce DOB et nous serons attentifs à sa concrétisation dans le prochain budget, attentifs aux urgences sociales et à l'équité territoriale.